



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département du Val-de-Marne

## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

**Objet :** Arrêté de l’Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre n° 2019-342 en date du 4 avril 2019 portant mise à jour des annexes du Plan Local d’Urbanisme de la commune de Thiais

Je soussigné, Richard DELL’AGNOLA, Maire de la commune de Thiais, certifie avoir fait afficher du 5 avril au 6 mai 2019, l’arrêté de l’Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre n° 2019-342 en date du 4 avril 2019 portant mise à jour des annexes du Plan Local d’Urbanisme de la commune de Thiais.

Fait à Thiais le 10 MAI 2019

Le Maire  
Vice-Président de l’Etablissement Public Territorial  
Grand-Orly Seine Bièvre



  
Richard DELL’AGNOLA



**ARRETE n° 2019-342 en date du 4 avril 2019**

**Objet : Mise à jour des annexes du plan local d'urbanisme de la commune de Thiais.**

**Le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-9 et L5211-10 et L5219-2 et suivants ;**

**Vu le décret n°2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;**

**Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-43, L. 153-60, R. 153-18, R. 153-51 à R. 153-53 ;**

**Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Thiais approuvé par délibération du Conseil municipal de Thiais en date du 3 novembre 2015, et notamment les annexes réglementaires ;**

**Vu le courrier du Préfet du Val-de-Marne en date du 18 novembre 2016 informant le Président de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre de la modification de certaines servitudes d'utilité publiques et de la mise à jour de la liste des servitudes d'utilité publique grevant le territoire de la commune de Thiais ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°2016/2501 du 29 juillet 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et des produits chimiques sur la commune de Thiais, et ses annexes ;**

**Vu la délibération du Conseil municipal de Thiais en date du 29 septembre 2017 portant majoration de la part communale de la taxe d'aménagement, et ses annexes cartographiques ;**

**Vu la carte des aléas aux mouvements de terrain liés aux anciennes carrières sur la commune de Thiais en date d'octobre 2017 ;**

**Considérant qu'il convient de procéder à la mise à jour du plan local d'urbanisme de Thiais afin de garantir la cohérence interne du plan local d'urbanisme et d'informer le public de toutes les annexes opposables ou informatives les plus à jour,**

**Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre est compétent en matière de plan local d'urbanisme intercommunal ;**

**Considérant qu'aux termes des articles L. 153-60 et R. 153-18 du code de l'urbanisme, la mise à jour du plan local d'urbanisme est effectuée à chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes dudit plan prévu aux articles L. 151-43, R. 151-51 à R. 151-53 dudit code ;**

**Considérant qu'un arrêté du Président de l'Etablissement territorial compétent en matière de plan local d'urbanisme intercommunal constate qu'il a été procédé à la mise à jour des annexes du plan local d'urbanisme ;**

**Sur proposition de Monsieur le Maire de Thiais ;**

#### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les annexes du plan local d'urbanisme de la commune de Thiais sont mises à jour à la date du présent arrêté.

**Article 2 :** La mise à jour des annexes du plan local d'urbanisme de la commune de Thiais a pour objet de prendre en compte les décisions et textes portés dans les visas ci-dessus et a pour effet :

- 1) L'annexe 1 du plan local d'urbanisme de la commune de Thiais relative aux servitudes d'utilité publique est complétée :
  - par la liste des servitudes d'utilité publique en date du 15 septembre 2016 qui se substitue à celle du plan local d'urbanisme initial, datée de septembre 2014 ;

## Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre

- par l'arrêté préfectoral n°2016/2501 du 29 juillet 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et des produits chimiques sur la commune de Thiais, et ses annexes ;
  - par la carte des aléas aux mouvements de terrain liés aux anciennes carrières sur la commune de Thiais en date d'octobre 2017.
- 2) L'annexe 21 du plan local d'urbanisme de la commune de Thiais relative à la taxe d'aménagement est complétée par la délibération du Conseil municipal de Thiais en date du 29 septembre 2017 portant majoration de la part communale de la taxe d'aménagement et ses annexes cartographiques.

**Article 3 :** L'intégralité des annexes du plan local d'urbanisme de la commune de Thiais est tenue à disposition du public et librement consultable au Service de l'urbanisme de la commune de Thiais.

**Article 4 :** Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de l'Etablissement public territorial du Grand-Orly Seine Bièvre ;
- affichage pendant une durée d'un mois au siège de l'Etablissement public territorial du Grand-Orly Seine Bièvre et en mairie de Thiais conformément à l'article R. 153-18 du code de l'urbanisme.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur général de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre en ses services et Monsieur le Maire de Thiais en ses services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- Monsieur le Préfet du Val de Marne ;
- Monsieur le Directeur de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Ile-de-France ;
- Monsieur le Directeur de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;
- Monsieur le Directeur départemental des finances publiques du Val-de-Marne.

**Article 6 :** Le présent arrêté est établi sur 2 pages et comprend les pièces énumérées à l'article 2 du présent arrêté.

À Orly, le 04/04/2019

Le Président de l'Etablissement  
Public Territorial,  
Michel Lefèvre



Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification

Notifié le :

Envoyé en préfecture le : 04/04/2019

Affiché le : 04/04/2019

## Liste des Servitudes d'Utilité Publique

### Thiais



#### Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

##### Patrimoine culturel

#### Monuments historiques

##### Monument historique classé ou inscrit

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
AC1	Église St-Leu-St-Gilles	Inv. MH. : 10 avril 1929	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1	Maison Gilardoni	Inv. MH : 7 juin 2004	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1	Maison Gilardoni : communs	inv. MH : 7 juin 2004 et 27 juin 2007	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1	Petit pavillon du Premier Empire	Inv. MH. : 10 avril 1929	U.D.A.P du Val-de-Marne

#### Périmètre de protection du monument historique: zone de 500 m

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
AC1-500	Boulangerie (Choisy-le-Roi)	loi du 31/12/1913 - Inv. MH 12 mai 2005	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Église St-Louis (Choisy-le-Roi)	loi du 31/12/1913 - Cl. MH. : 7 novembre 1975	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Église St Leu St Gilles (Thiais)	loi du 31/12/1913 - Inv. MH. : 10 avril 1929	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Grilles du parc du XVIIIe siècle (Choisy-le-Roi)	loi du 31/12/1913 - Inv. MH. : 10 avril 1929	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Immeuble du XVIIIe siècle (Choisy-le-Roi)	loi du 31/12/1913 - Cl. MH. : 17 juillet 1978	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Les deux pavillons Louis XVI (Ancien Château Royal) (Choisy-le-Roi)	loi du 31/12/1913 - Inv. MH. : 2 mai 1927	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Maison Gilardoni (Thiais)	loi du 31/12/1913 - Inv. MH : 7 juin 2004	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Maison Gilardoni : commun (Thiais)	loi du 31/12/1913 - inv. MH : 7 juin 2004 et 27 juin 2007	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Maisons des pages (Choisy-le-Roi)	loi du 31/12/1913 - Inv. MH. : 6 juin 1933	U.D.A.P du Val-de-Marne
AC1-500	Petit pavillon du premier Empire (Thiais)	loi du 31/12/1913 - Inv. MH. : 10 avril 1929	U.D.A.P du Val-de-Marne

#### Monuments naturels et sites

##### servitudes de protection des sites et monuments naturels classés et inscrits

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
AC2-Insc	site inscrit: Avenues de Versailles	S. Ins. : 26 novembre 1942	U.D.A.P du Val-de-Marne

## Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

### Canalisations

#### Produits chimiques

Maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
SUP1	canalisation DN150-1971-THIAIS_COUTURIER	Art. préfectoral N°2016/2501 du 29 juillet 2016	GRTgaz
SUP1	canalisation DN150-1988-THIAIS_MOULIN_VERT	Art. préfectoral N°2016/2501 du 29 juillet 2016	GRTgaz
SUP1	canalisation DN300-1953-ALFORTVILLE-VIROFLAY	Art. préfectoral N°2016/2501 du 29 juillet 2016	GRTgaz
SUP1	installation THIAIS COUTURIER - 94073	Art. préfectoral N°2016/2501 du 29 juillet 2016	GRTgaz
SUP1	installation THIAIS MOULIN VERT - 94073	Art. préfectoral N°2016/2501 du 29 juillet 2016	GRTgaz

### Communications

#### Circulation aérienne

Servitude aéronautique de Dégagement

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
T5	Aéroport d'Orly	Décret du 5 juin 1992	DGAC/DAC-Nord service urbanisme

#### Voies ferrées et aérotrains

Servitudes relatives aux chemins de fer

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
T1	zone ferroviaire	loi du 15 juillet 1845 (police des chemins de fer), article 6 du décret du 30 octobre 1935 modifié	SNCF RÉSEAU

### Énergie

#### Électricité et gaz

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
I4	Arrighi-Chevilly et Chevilly Villeneuve	DUP du 09/12/1947	RTE
I4	Chevilly-Rungis (1 et 2)	DUP du 29/06/1965	RTE

### Télécommunications

Protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électro-magnétiques

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
PT1-P	zone de protection: stations de l'aéroport d'Orly	Décret du 10/07/1961	STNA - Aéroport de Paris

Servitudes concernant la protection contre les obstacles des liaisons hertziennes

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
PT2LH	ORLY AÉROPORT - FORT DE ROMAINVILLE	Décret du 09/07/1990	STNA - Aéroport de Paris

**Servitudes concernant la protection contre les obstacles des stations radioélectriques**

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
PT2-2	secteur de dégagement:stations de l'Aéroport d'Orly	Décret du 09/09/1977	STNA - Aéroport de Paris

Code	Désignation	Acte(s) particulier(s)	Bénéficiaire
PT2-3	zone secondaire:stations de l'Aéroport d'Orly	Décret du 09/09/1977	STNA - Aéroport de Paris



**PREFET du VAL-DE-MARNE**

**ARRETÉ PRÉFECTORAL n° 2016/ 2501 du 29/07/2016  
instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques  
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits  
chimiques**

**Commune de Thiais**

**Le Préfet du VAL-DE-MARNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite.**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.115-1 et suivants, L.132-1, L.132-2, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-1 à R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie, en date du 31 août 2015 ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Val-de-Marne le 28 juin 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R.555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Selon l'article L.555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

En application de l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire à partir des canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée au présent arrêté (1).

Seules les distances SUP 1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Ouvrages concernant la commune de Thiais (94073) :**

**1. CANALISATIONS DE TRANSPORT DE DE GAZ NATUREL ET ASSIMILES EXPLOITÉES PAR LA SOCIETE GRTGAZ dont le siège social est situé 8, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES.**

Type d'ouvrage	Nom	Implantation	PMS	DN	Longueur dans la commune (en km)	Distances SUP en mètres (de part et d'autre de la canalisation)			Influence
						SUP1	SUP2	SUP3	
Canalisation	DN150-1971-THAIS_COUTURE R	ENTERRE	40.0	150	1.63155	30	5	5	traversant
Canalisation	DN150-1971-THAIS_COUTURE R	ENTERRE	40.0	100	0.00210863	15	5	5	traversant
Canalisation	DN150-1971-THAIS_COUTURE R	ENTERRE	40.0	150	0.016655	30	5	5	traversant
Canalisation	DN300-1953-ALFORTVILLE-VIROFLAY	ENTERRE	31.0	300	0.0796986	65	5	5	traversant
Canalisation	DN300-1953-ALFORTVILLE-VIROFLAY	ENTERRE	31.0	300	1.95994	65	5	5	traversant
Canalisation	DN300-1953-ALFORTVILLE-VIROFLAY	AERIEN	31.0	300	0.0512786	65	10	10	traversant
Canalisation	DN300-1953-ALFORTVILLE-VIROFLAY	ENTERRE	31.0	300	0.692411	65	5	5	traversant
Canalisation	DN150-1988-THAIS MOULIN VERT	ENTERRE	31.0	150	0.0323462	30	5	5	traversant
Installation Annexe	THAIS COUTURER - 94073					12	8	8	traversant
Installation Annexe	THAIS MOULIN VERT - 94073					12	8	8	traversant

**Article 2**

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1 :**

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité, prévue à l'article R.491-16 j) du code de l'urbanisme, est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

**Servitude SUP2 :**

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Servitude SUP3 :**

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

### **Article 3**

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

### **Article 4**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

### **Article 5**

En application de l'article R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, et adressé au maire de la commune de Thiais et au président de l'établissement public territorial (EPT) compétent.

### **Article 6**

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet de recours non contentieux dans les deux mois suivant sa notification :

- soit un recours gracieux auprès du Préfet du Val-de-Marne,
- soit un recours hiérarchique auprès de la Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer – 246 bd Saint-Germain – 75707 PARIS.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet.

Le présent arrêté préfectoral peut faire également l'objet de recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, devant le Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – Case postale n°8630 – 77008 MELUN CEDEX.

### **Article 7**

Le Secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de Thiais, le Directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur Général de GRTgaz.

Fait à CRETEIL, le 29/07/2016

Le Préfet et par délégation,  
le Sous-préfet chargé de mission

**SIGNE**

Denis DECLERCK

(1) La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la Préfecture du Val-de-Marne,
- la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie,
- la mairie de la commune concernée,
- l'établissement public territorial (EPT) compétent,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
VILLE DE THIAIS

(Département du Val de Marne)

**EXTRAIT**

**DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE PUBLIQUE OBLIGATOIRE DU VENDREDI 29 SEPTEMBRE 2017**

Nombre de membres  
composant le Conseil  
Municipal : 34  
Présents à la séance :  
26  
L'an deux mil dix-sept

L'an deux mil dix-sept le 29 septembre 2017, à vingt et une heures,

Les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de THIAIS, régulièrement convoqués le 22 septembre 2017, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, Salle du Conseil Municipal de l'Hôtel de Ville (rue Maurepas), sous la Présidence de Monsieur Richard DELL'AGNOLA, Maire :

M. le Président, après avoir ouvert la séance, a procédé à l'appel nominal :

**ÉTAIENT PRÉSENTS** : MM. DELL'AGNOLA – BEUCHER – Mme JOSSIC – M. CAZAUBON – Mme DURAND-DELOBEL – M. LARDE – Mme TORCHEUX – M. GRINDEL – Mme HAMADA-LARKEY – M. SEGURA – Mme GERMAIN – MM. MARTINS – CAUSSIGNAC – Mmes BOCHEUX – DONA – ZITI – MM. BOMPARD – DUMONT – Mmes MARCHEIX – DELL'AGNOLA-HARTJE – TOULZA – MM. TRAN – DE FREITAS – MAXIMILIEN – Mmes BURTEAUX – LE SOUFFACHE

**ABSENTS** : Mmes DUTEIL (procuration à Mme BOCHEUX) – HADDAD (procuration à Mme ZITI) – MM. ALEZRA (procuration à M. BEUCHER) – GHAZLI – BOUMOULA (procuration à M. DUMONT) – CHARLEUX (procuration à Mme MARCHEIX) – TOLLERON (procuration à M. TRAN) – PATRY

Madame Gilbert BARBIER, par courrier en date du 25 septembre 2017, a présenté sa démission à Monsieur le Maire.

Le Conseil a ensuite été invité à procéder à l'élection, pour la présente séance, d'un secrétaire pris dans son sein, conformément aux prescriptions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur Alain GRINDEL ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a acceptée.

**CERTIFICAT DE PUBLICITÉ**

Le MAIRE de THIAIS, certifie que le compte-rendu de la séance du Conseil Municipal a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales, le 6 octobre 2017.

Le Maire,  
Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial  
Grand-Orly Seine Bièvre



Richard DELL'AGNOLA

**Objet :**  
**Majoration de la part communale de la taxe d'aménagement**

N° 2017/09/06

-----  
**LE CONSEIL,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 3 novembre 2015,

Vu la délibération du conseil municipal du 21 novembre 2011 fixant le taux à 5 % de la part communale de la taxe d'aménagement,

Considérant que l'article L. 331-15 du code de l'urbanisme dispose que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement peut être augmentée jusqu'à 20 % dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de réseaux ou de voiries, ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires en raison de l'importance des constructions nouvelles qui y sont édifiées,

Considérant que les zones UB, UC, UD et UF du PLU approuvé le 3 novembre ont des droits à construire incitatifs,

Considérant l'implantation de stations de la ligne 14 du métro dans la zone Senia et à proximité de la rue du Luxembourg, l'appel à projet métropolitain dans ce même périmètre et la réalisation future de la ligne de tramway T9 boulevard de Stalingrad,

Considérant la délimitation de dix secteurs dans lesquels, en raison de droits à construire incitatifs et des nombreuses parcelles mutables, une augmentation des usagers et des habitants nécessitera la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux et d'équipements publics, tels la création ou l'extension de groupes scolaires,

Considérant les dix secteurs dont les plans sont annexés à la présente délibération :

1. Secteur Senia
2. Îlot de l'avenue du Luxembourg
3. Secteur de l'entrée de ville au droit de la station de tramway 7 « Bretagne » sur la RD 7
4. Secteur du Moulin vert
5. Secteur de la rue Joliot Curie
6. Secteur de la rue des Baudemons
7. Secteur de la rue Guy Môquet
8. Secteur du boulevard de Stalingrad
9. Secteur de l'avenue de Versailles
10. Îlot de la rue Buffon

Résultat du vote : À L'UNANIMITÉ

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ.**

**ARTICLE 1:**

**FIXE** pour la part communale de la taxe d'aménagement un taux de 20 % dans les 10 secteurs délimités sur les plans joints à la présente délibération.

Conseil Municipal du 29 septembre 2017

Accusé de réception en préfecture  
094-219400736-20170929-DEL6-10102017-  
DE  
Date de télétransmission : 10/10/2017  
Date de réception préfecture : 10/10/2017

**ARTICLE 2 :**

**PRÉCISE** que sur le reste du territoire communal, le taux en vigueur est de 5 % conformément à la délibération n° 2011/06/27 du 21 novembre 2011.

**ARTICLE 3 :**

**PRÉCISE** que la présente délibération est valable pour une période d'un an. Elle est reconduite de plein droit pour l'année suivante à moins qu'une nouvelle délibération n'ait été adoptée dans le délai prévu au premier alinéa de l'article L. 331-5 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4 :**

**INDIQUE** que la présente délibération et les plans joints seront :

- Annexés pour information au plan local de l'urbanisme,
- Transmis aux services de l'Etat chargés de l'urbanisme dans le département au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle elles ont été adoptées, conformément à l'article L. 331-5 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 5 :**

**DIT** qu'une ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet du Val-de-Marne et au Trésorier Principal de la Ville de Thiais.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Et les Membres présents ont signé,

Pour extrait conforme,  
Le Maire,  
Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial  
Grand-Orly Seine Bièvre



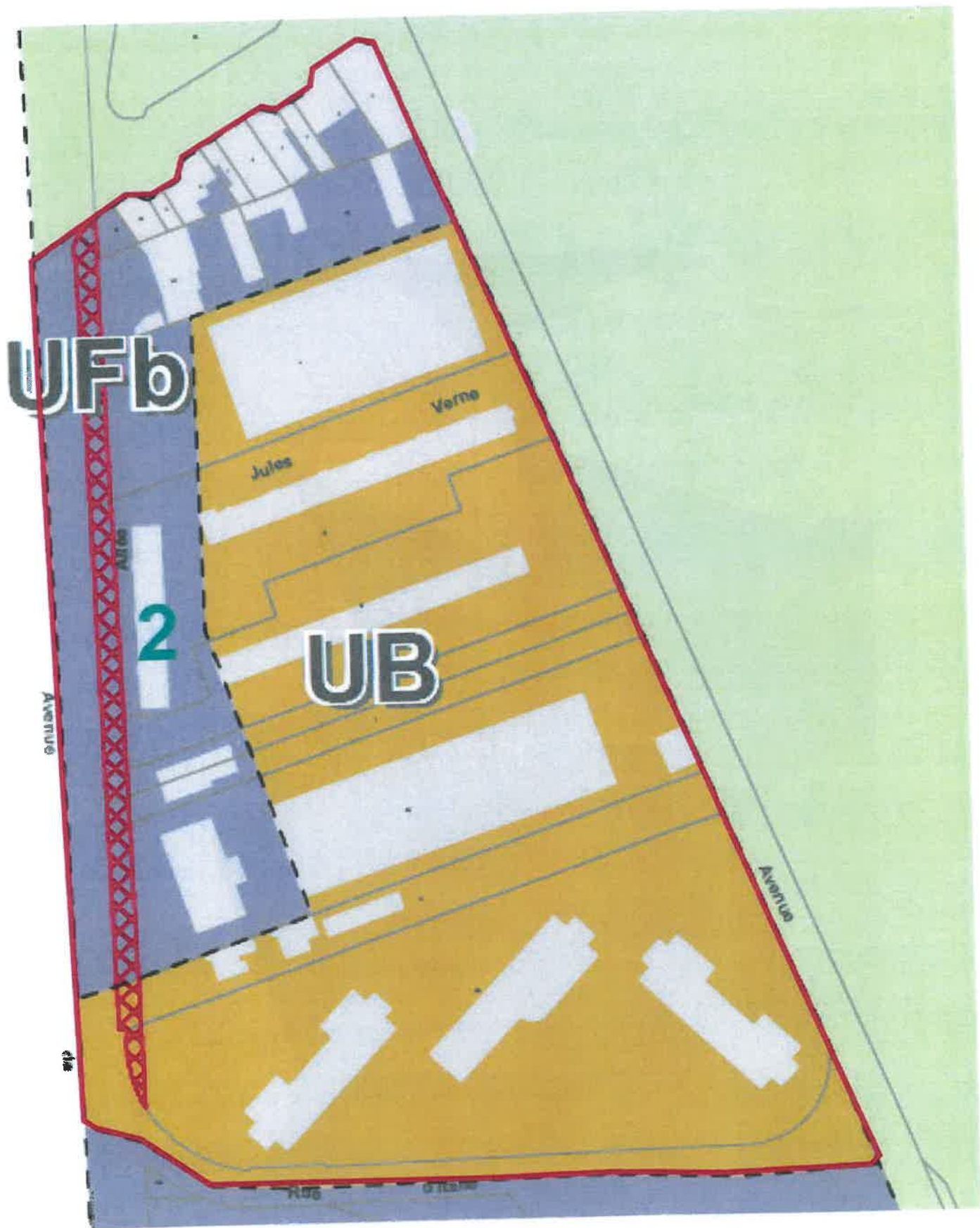
Richard DELL'AGNOLA

Accusé de réception en préfecture  
094-219400736-20170929-DEL6-10102017-  
DE  
Date de télétransmission : 10/10/2017  
Date de réception préfecture : 10/10/2017



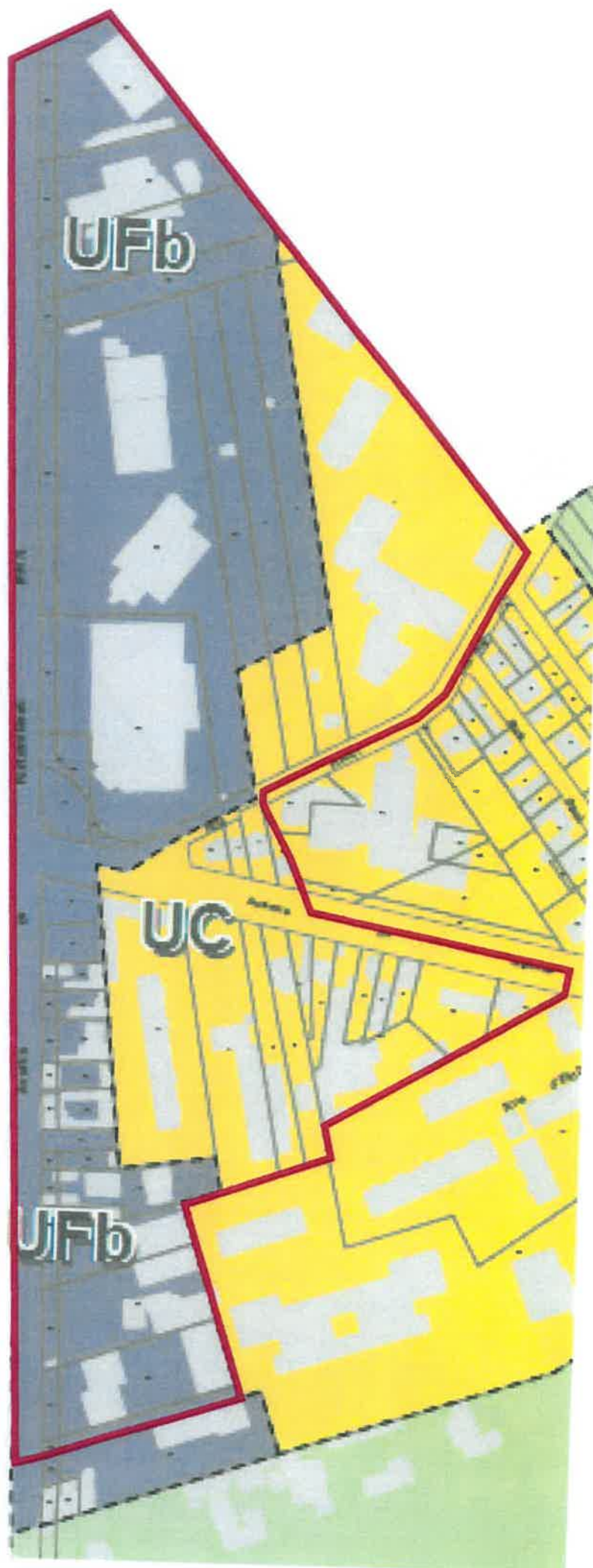
**Taxe d'aménagement majorée - secteur**

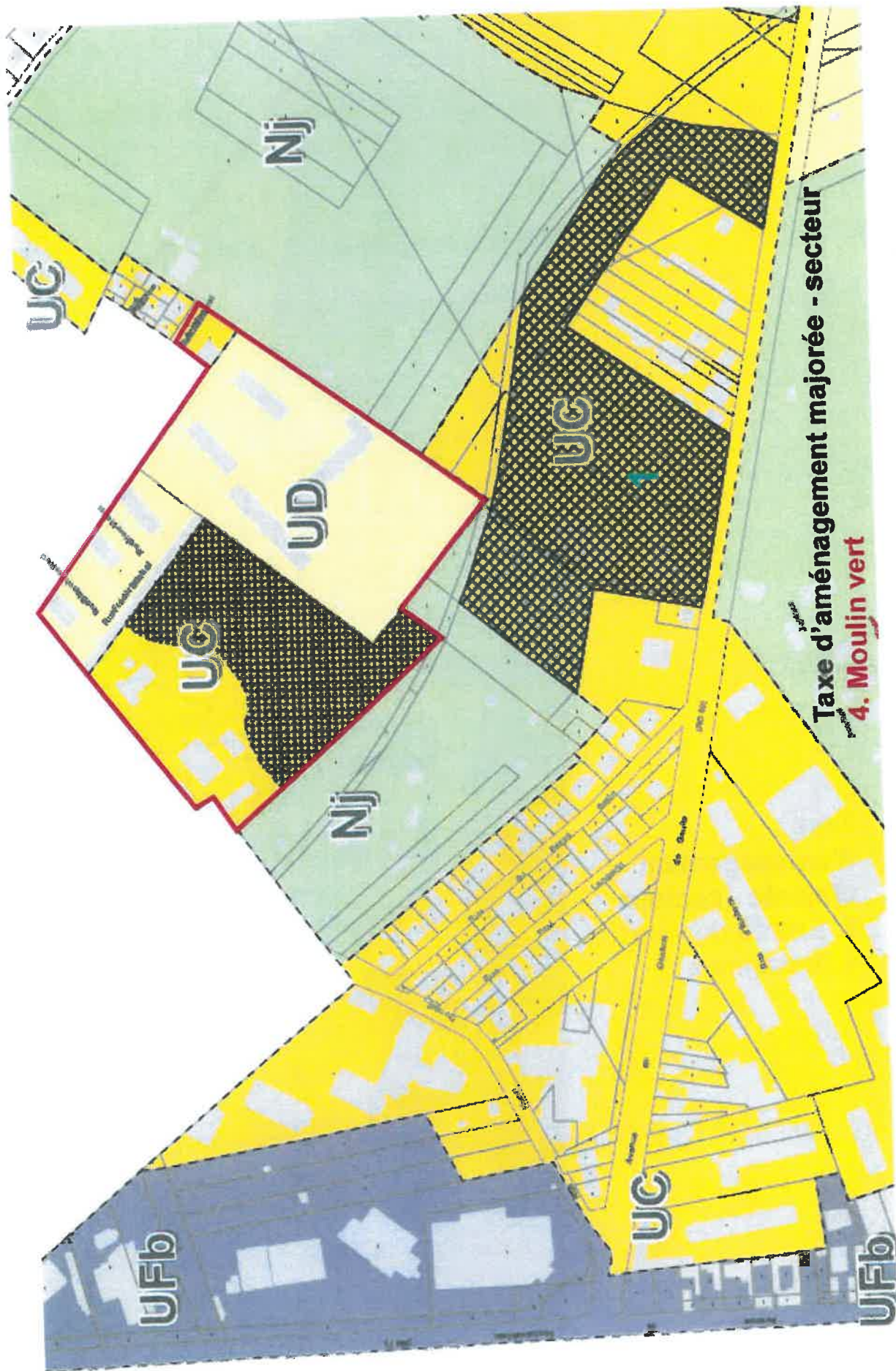
**1. Senia**

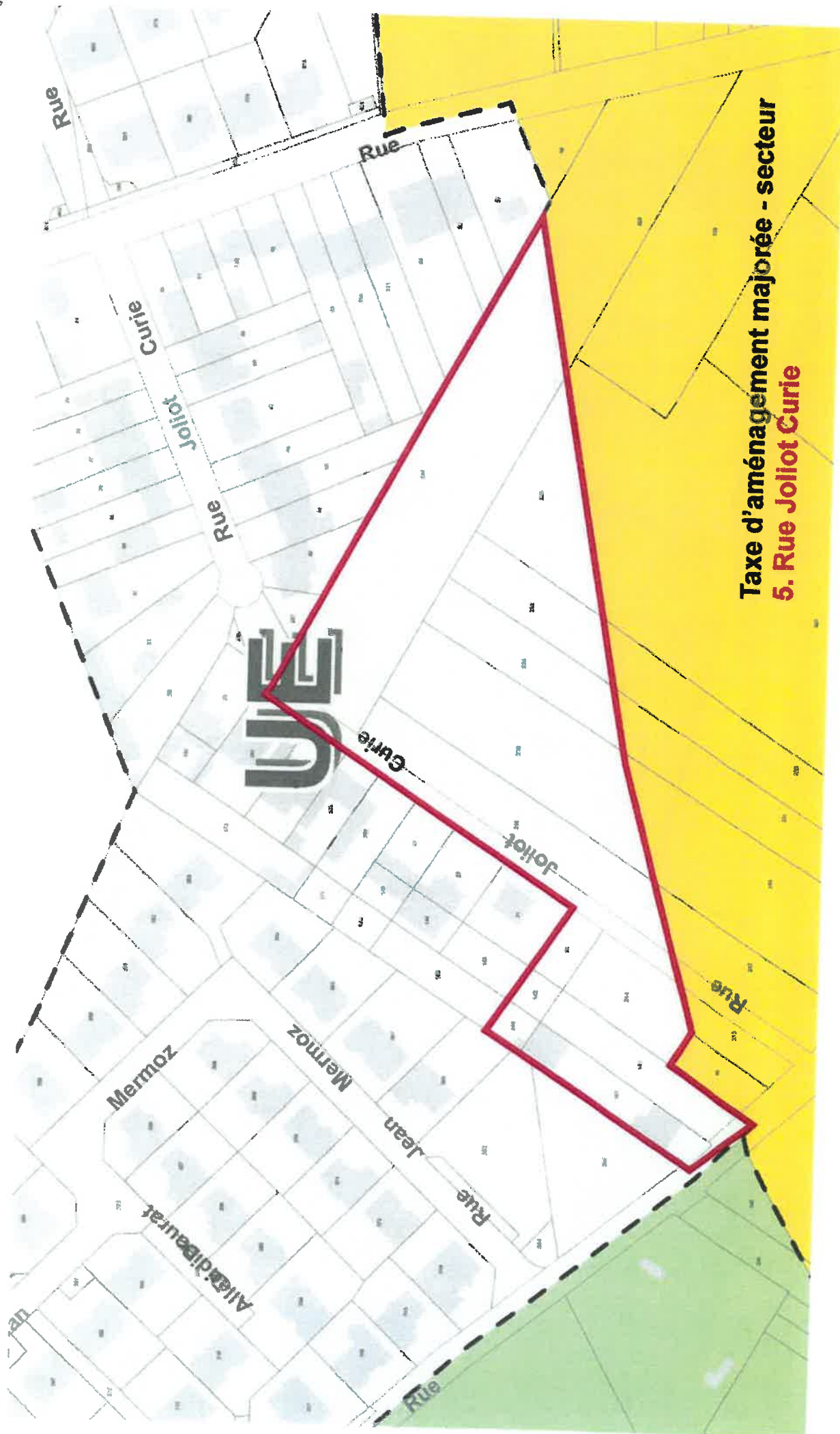


**Taxe d'aménagement majorée - secteur**  
**2. Îlot de l'avenue du Luxembourg**

Taxe  
d'aménagement  
majorée - secteur  
**3. Entrée de ville**  
**« Bretagne »**

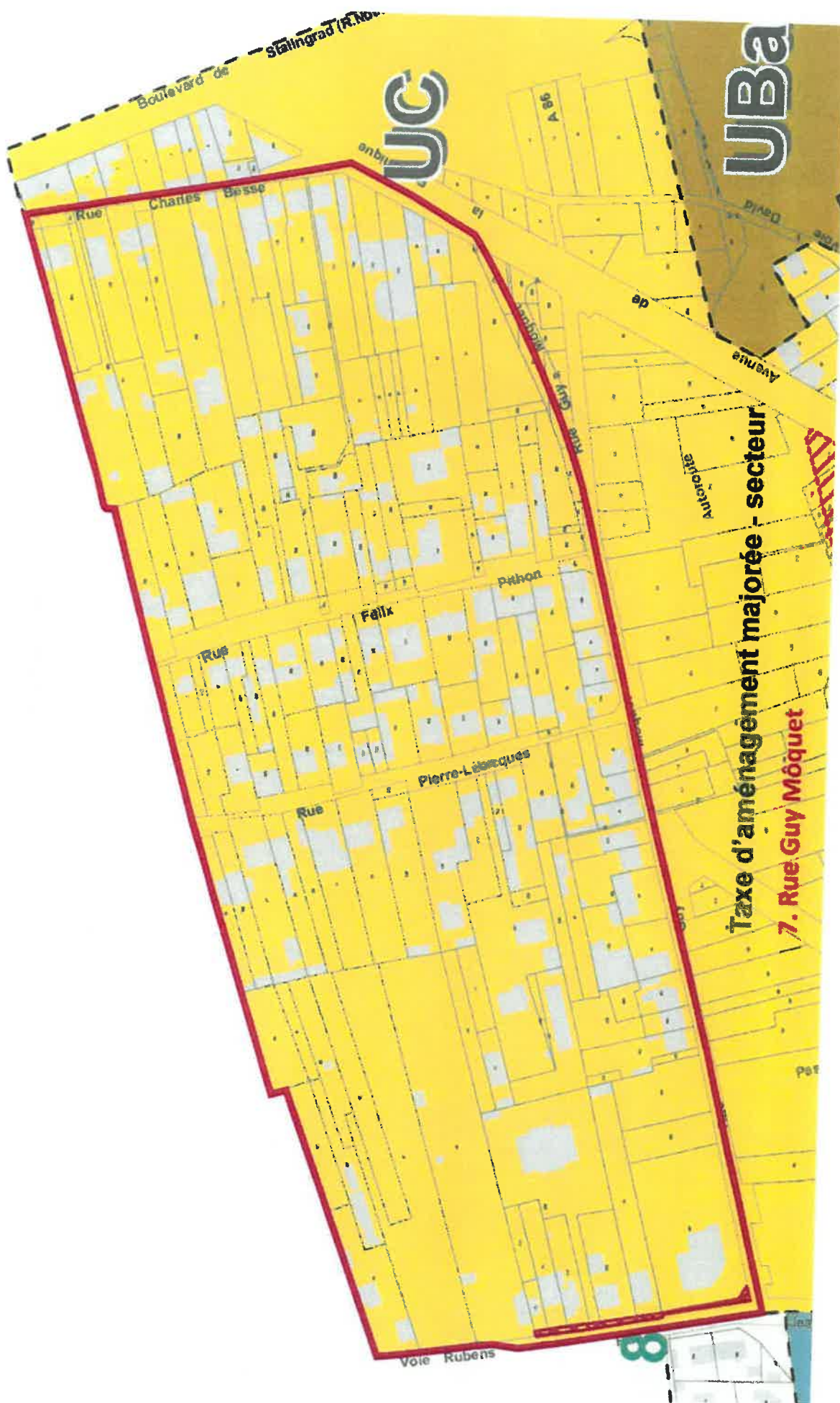






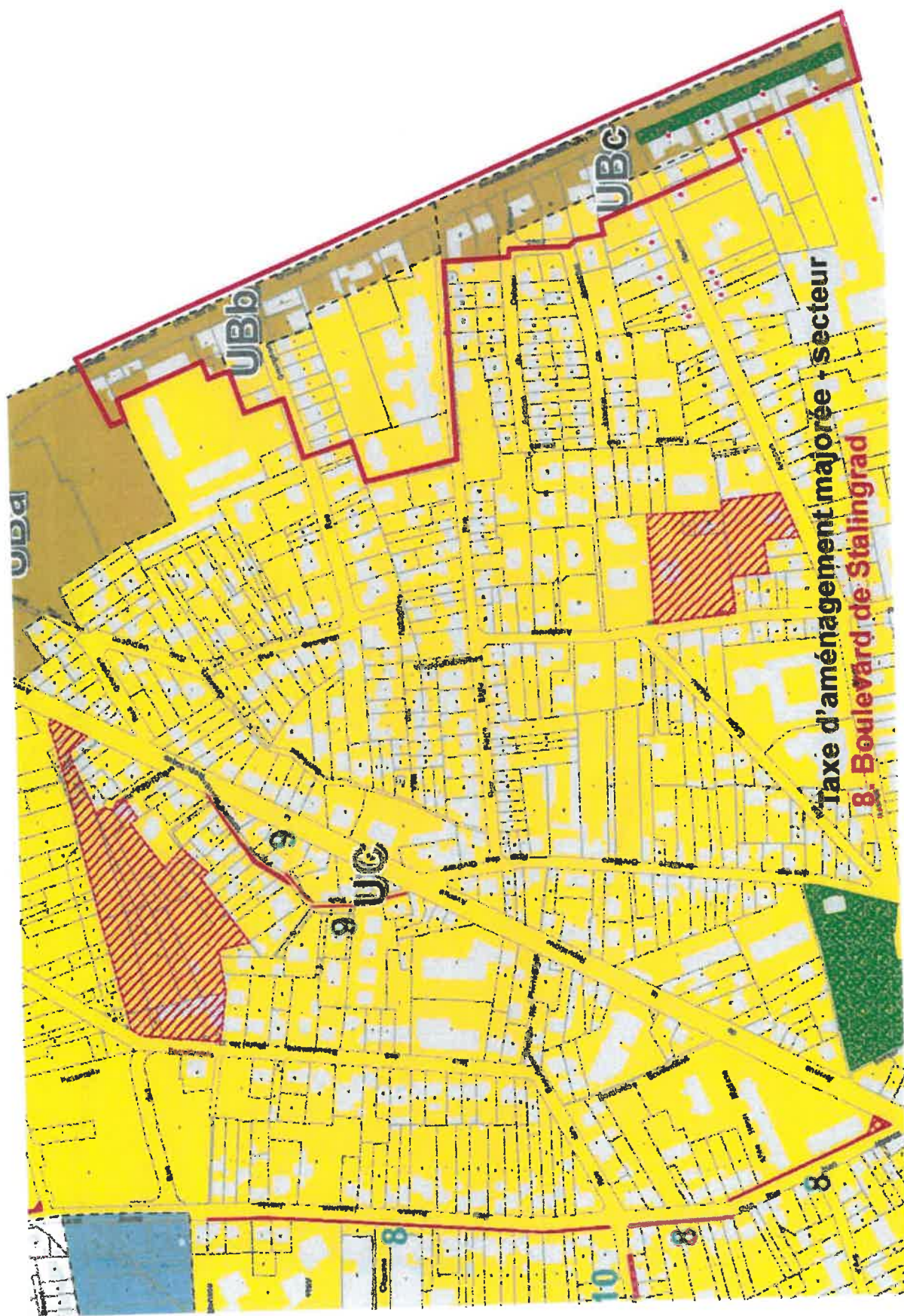
**Taxe d'aménagement majorée - secteur**  
**5. Rue Joliot Curie**



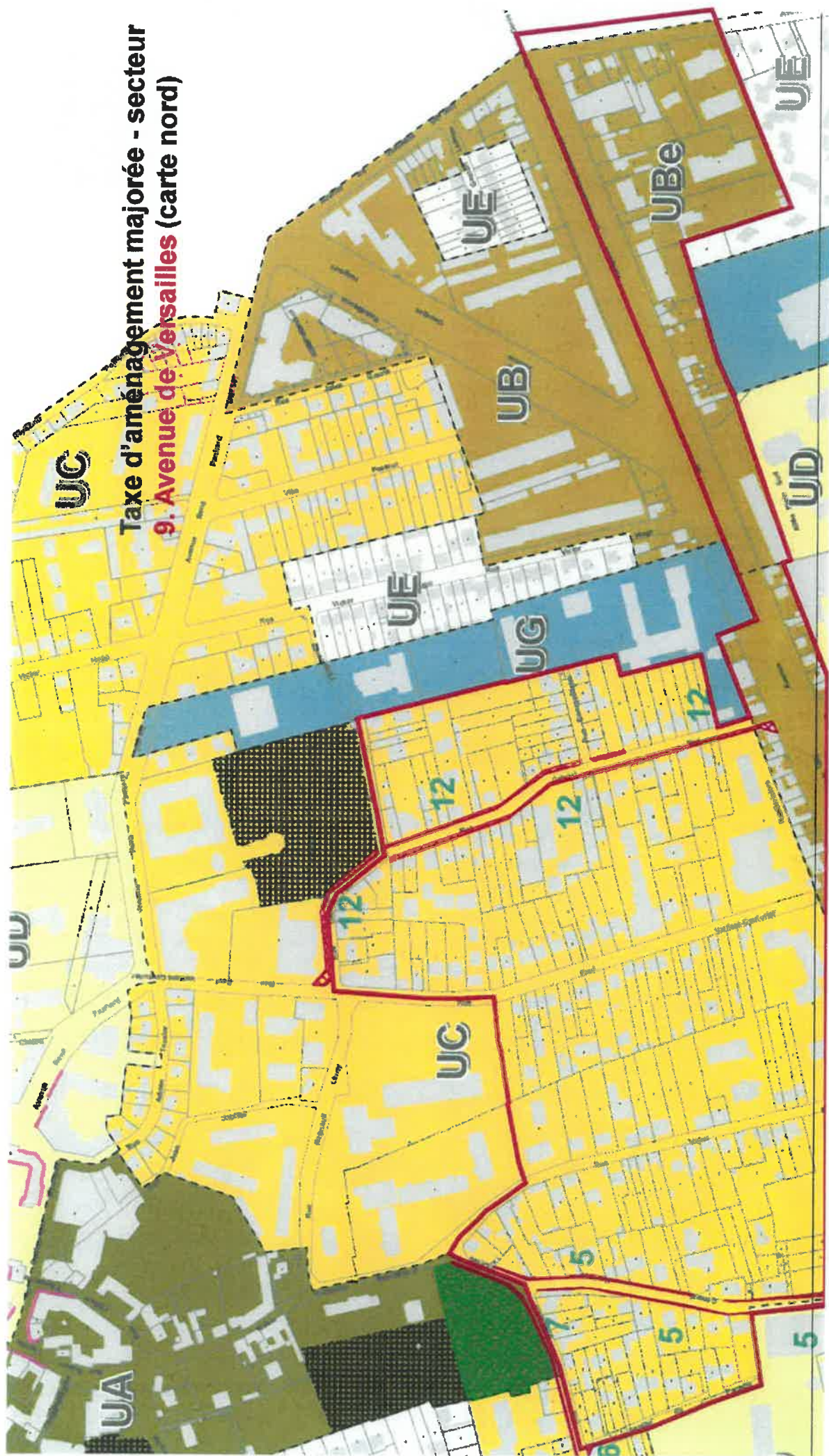


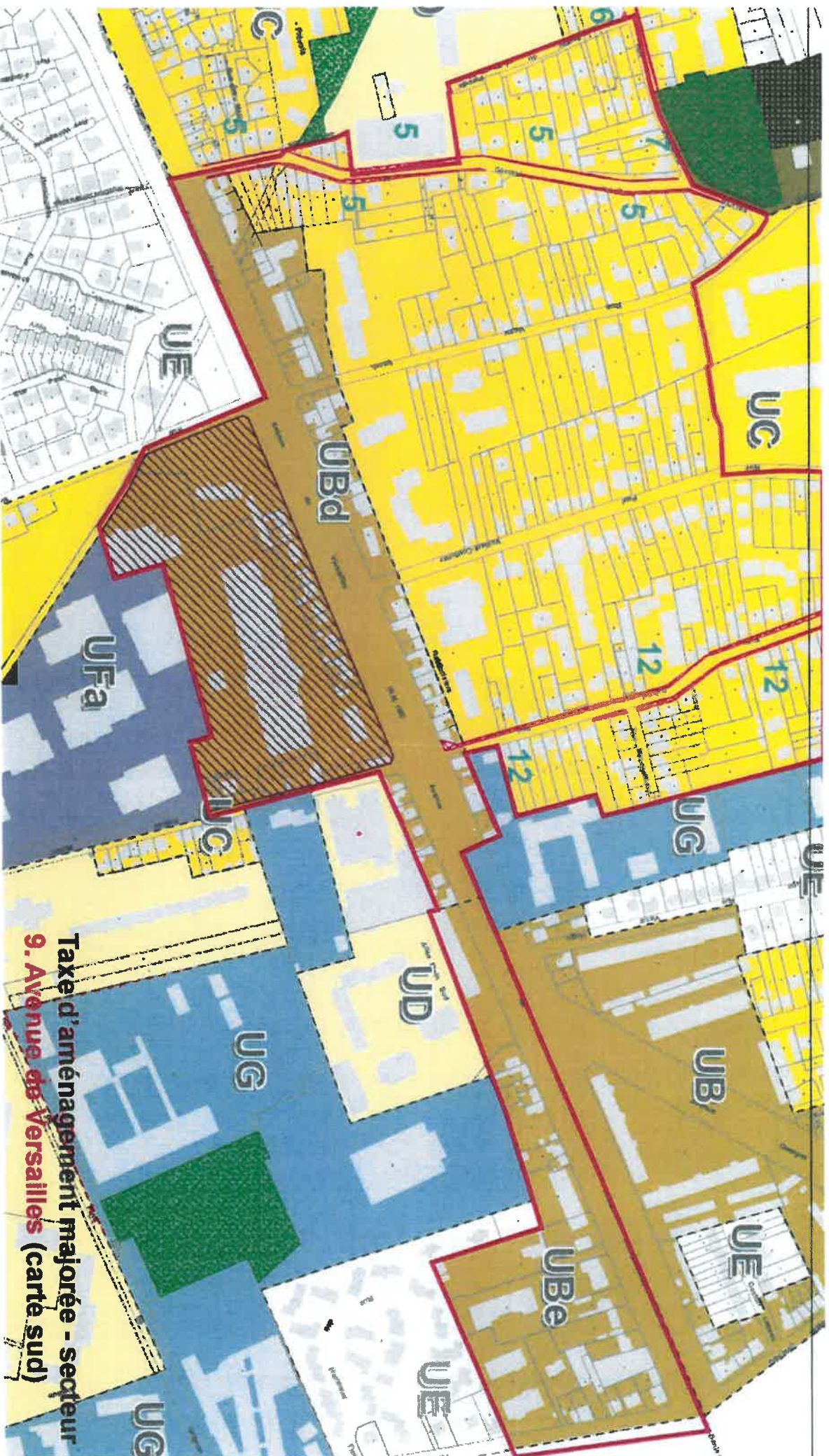
Taxe d'aménagement majorée - secteur

7. Rue Guy Môquet



Taxe d'aménagement majorée - secteur  
**9. Avenue de Versailles (carte nord)**





Taxe d'aménagement majorée - secteur  
9. Avenue de Versailles (carte sud)



Taxe d'aménagement majorée - secteur  
10. Îlot Buffon

# Carte des aléas mouvements de terrain liés aux anciennes carrières

## Commune de Thiais

**PROJET**

Vitry-sur-Seine

Choisy-le-Roi

